

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise
CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 07 mai 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/03/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TOTALENERGIES PETROCHEMICALS France

Etablissement de Carling
BP 90290
57500 Saint-Avold

Références : SAINT-AVOLD_TEPF_OPECOM_2023-05-22_RAPVI_PLK_24949
Code AIOT : 0006205692

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/03/2023 dans l'établissement TOTALENERGIES PETROCHEMICALS France implanté Etablissement de Carling BP 90290 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 14/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du programme annuel de contrôle de l'inspection des installations classées. L'objet est de vérifier l'efficacité, le suivi et l'entretien des mesures de maîtrises des risques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOTALENERGIES PETROCHEMICALS France
- Etablissement de Carling BP 90290 57500 Saint-Avold
- Code AIOT : 0006205692
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'unité OPECOM "opérations communes" gère les flux logistiques de la plateforme chimique exploitée par TEPF. Elle gère notamment les postes de déchargement de wagons de gaz liquéfiés sous pression (propylène, butadiène), ainsi que des postes de déchargement de wagons transportant des hydrocarbures liquides.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Mesure de maîtrise des risques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Dans le cadre du projet ANTILOPE, les installations de dépotages des wagons ont été entièrement modernisées, les équipements sont récents.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Détection gaz dépotage wagons GPL	AP Complémentaire du 14/02/2023, article 8.3.3.3	/	Sans objet
2	Mesures de Maîtrise des Risques dépotage wagons de liquides	AP Complémentaire du 14/02/2023, article 8.4.4.2	/	Sans objet
3	Mesures de Maîtrise des Risques	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4	/	Sans objet
4	Système de Gestion de la Sécurité (REX)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucun écart par rapport aux référentiels n'a été relevé lors de cette visite d'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Détection gaz dépotage wagons GPL

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/02/2023, article 8.3.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de Maîtrise des Risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Prescription confidentielle
Constats : Les constats relatifs à la détection des gaz, vapeurs et liquides inflammables sont confidentiels. Aucune non-conformité n'est relevée par l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Mesures de Maîtrise des Risques dépotage wagons de liquides

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/02/2023, article 8.4.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de Maîtrise des Risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Prescription confidentielle
Constats : Les constats relatifs aux dispositifs de sécurité sont confidentiels. Aucune non-conformité n'a été relevée par l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Mesures de Maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de Maîtrise des Risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.</p> <p>Constats : Les explosimètres sont étalonnés à partir des gaz présents sur le site et dans la configuration la plus défavorable en terme de détection (propylène limite 50% LIE et butadiène limite 20% LIE). Les capteurs sont donnés pour des températures de fonctionnement comprises entre -40°C et 65°C; ils sont non sensibles à l'humidité (d'après les données constructeur); Les mesures de maîtrise des risques instrumentées sont pilotées par un automate de sécurité (APS). Les MMRi font l'objet d'un programme de maintenance préventive avec des contrôles tous les 3 mois et un test annuel de chaque MMRi. L'exploitant a prévu un stock de pièces de rechange sur son site : capteurs, cartes électroniques,...</p> <p>Pour certaines pièces, il dispose d'un contrat lui garantissant un délai réapprovisionnement de 96 h auprès de ses fournisseurs. Certaines pièces comme les vannes sont changées et repartent chez le fournisseur pour un contrôle et une révision complète tous les 3 ans.</p> <p>Les différents éléments de réponses produits par l'exploitant lors de la visite, n'ont pas montré de non-conformité dans la conception, le suivi et la maintenabilité des mesures de maîtrises des risques instrumentées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Système de Gestion de la Sécurité (REX)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe1
Thème(s) : Risques accidentels, Système de Gestion de la Sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : 6. Surveillance des performances Des procédures sont mises en œuvre en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité. Des mécanismes d'investigation et de correction en cas de non-respect sont mis en place. Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé. Les procédures peuvent également inclure des indicateurs de performance, tels que les indicateurs de performance en matière de sécurité et d'autres indicateurs utiles.</p> <p>Constats : L'exploitant dispose d'une procédure interne de gestion des retours d'expérience. Une réunion mensuelle est réalisé au sein de l'unité pour informer et analyser les accidents et incidents survenus au sein des autres unités et de l'atelier. Ce point n'appelle pas de remarque.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet